

Ex-Yougoslavie

L'autogestion dans l'ex-Yougoslavie : une expérience ambivalente

Boris Kanzleiter

Responsable du bureau régional de la Fondation Rosa Luxemburg à Belgrade

Sur la question d'un ordre économique alternatif, les termes « démocratie de producteurs » et « autogestion des travailleurs » sont indissociables de « l'expérience yougoslave ». La « troisième voie » du socialisme yougoslave a été un point de référence important dans les débats de la gauche internationale. Lorsque les communistes yougoslaves ont tourné le dos à Moscou en 1948, la Yougoslavie est devenue l'exemple classique d'un pays socialiste ayant réussi à rompre avec le stalinisme. La proclamation de « l'autogestion des travailleurs » est née des idées d'une gauche démocratique ayant dépassé la démocratie sociale conservatrice de l'Ouest et le « socialisme d'État » bureaucratique de l'Est.

L'expérience yougoslave a suscité une fascination mondiale. Toutefois, au sein du pays même, ce système d'autogestion a toujours été source de controverse. Lors de leur rupture avec Moscou, les communistes yougoslaves ne disposaient d'aucune alternative préconçue au système soviétique – qu'ils avaient d'abord essayé de copier après la Deuxième Guerre mondiale. Une particularité était cependant apparue avec les « conseils du peuple » locaux, organes administratifs révolutionnaires nés pendant la guerre à fin de soutenir les mouvements partisans. Selon les théoriciens du parti yougoslave, ils devaient jeter les bases d'un modèle socialiste inspiré des idées de Marx sur la Commune de Paris, une forme de démocratie directe aussi bien dans le système politique qu'en économie.

Lors de la première phase d'autogestion des travailleurs, démarrée au début des années 1950, des « conseils ouvriers » ont vu le jour au sein des prin-

cipales grandes entreprises. Toutefois, leurs pouvoirs restaient restreints et soumis à des mécanismes de planification centrale. L'esprit pionnier des premiers temps a été source de réussites majeures en termes de modernisation, d'industrialisation et d'urbanisation. Malgré les dévastations de la guerre, les infrastructures ont rapidement retrouvé leur niveau d'avant-guerre. Les systèmes éducatifs et sanitaires se sont développés, tout comme la construction résidentielle et la mise en place de secteurs industriels centraux. Néanmoins, le pays est resté sous un contrôle relativement autoritaire du parti. À la fin des années 1950, ce modèle de forte croissance à gestion centrale s'était épuisé et ne trouvait pas de réponses au besoin de diversification de la production.

Dans ce contexte, des débats passionnés ont éclaté au sein et en dehors de la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY). Au début des années 1960, une « aile libérale » est née au sein du parti, emmenée par un groupe de jeunes activistes politiques des deux sexes, qui pouvaient compter (comme ce fut effectivement le cas) sur le soutien de Tito. Lors du huitième congrès du parti en décembre 1964, ces « libéraux » ont fait adopter un important programme de réforme, fondé sur l'instauration de mécanismes de marché, afin d'intensifier la production et de la rendre plus efficace. Par « autogestion », les « libéraux » entendaient le renforcement des pouvoirs des entreprises. Quant à la « dénationalisation », elle consistait à limiter les mécanismes de planification centrale de l'État à quelques secteurs clés. Enfin, le terme « économie de marché socialiste » signifiait que les entreprises appliquant l'autogestion des travailleurs devaient traiter les unes avec les autres dans un esprit plus proche des conditions de marché. Des mesures budgétaires devaient également être prises pour intensifier l'intégration de l'économie yougoslave sur le marché mondial. Les concepts de « fédéralisation » et de « décentralisation » impliquaient que les pouvoirs des républiques et des municipalités devaient être simultanément renforcés. Le parti devait également se fédéraliser.

Ces réformes engagées par les « libéraux » ont suscité des conflits aigus. La contestation a d'abord été portée par une branche « conservatrice », avec le ministre de l'Intérieur et chef des services secrets de longue date, Aleksandar Rankovic', qui était opposé au renforcement des républiques et souhaitait s'en tenir au modèle centraliste. Rankovic', dont la base du pouvoir se situait en Serbie, fut renversé en juillet 1966. Au cours de la période suivante, des crises politiques et sociales ont rendu la situation encore plus explosive. Les principaux objectifs économiques de la réforme (accélérer la croissance et rationaliser la production) n'ont pas été atteints. En revanche, des inégalités sociales et régionales se sont créées. Les écarts de salaires se sont aggravés tout autant que le chômage. Avec les coupes dans la redistribution du revenu national entre les régions riches et les régions pauvres, les disparités interrégionales déjà grandes se sont creusées. La politique de réforme a engendré une escalade des conflits sur la question de la distribution entre les directions républicaines, en

concurrence croissante pour l'obtention de ressources, ce qui a fait resurgir le spectre de la « question nationale » qu'on croyait enterrée depuis longtemps. Le point d'orgue de ces débats a été le « Printemps croate » de 1970/71, au cours duquel la direction du parti « libéral » croate a mis en marche une mobilisation nationaliste de masse afin de revendiquer, entre autres choses, la récupération de l'activité touristique.

Un contre-modèle au programme de réforme des « libéraux » et des « conservateurs » centralisateurs a été formulé par un courant d'opposition de gauche réuni autour du groupe Praxis et de la Nouvelle gauche yougoslave, qui s'exprimait également de plus en plus fort depuis le début des années 1960. Ce courant s'opposait à la réforme du marché des « libéraux » qui, selon lui, faisait courir le risque d'une « restauration du capitalisme ». Dès 1969, les étudiants activistes de gauche ont tiré la sonnette d'alarme dans un « manifeste » de 3 000 mots expliquant que les programmes de réforme pouvaient faire naître des tendances régressives au sein de la société. Ils se plaignaient notamment de la montée de « l'intolérance nationale », des « attitudes égocentriques des républiques constituantes » et du « particularisme régional ». Ils interprétaient ces phénomènes comme le résultat d'une « opération conjointe de bureaucratisme et de néolibéralisme petit-bourgeois ». Selon eux, « l'insistance unilatérale sur le chaos du marché, appliquant ouvertement le principe de survie du plus fort et de ruine du plus faible » ferait émaner des « idées, des besoins et des aspirations petit-bourgeois s'insinuant dans tous les secteurs et dans toutes les couches sociales ».

Le point culminant de la mobilisation de la Nouvelle gauche a été une série de manifestations en juin 1968, lorsque ce qui avait commencé comme une *sit-in* à l'université de Belgrade a entraîné des manifestations étudiantes aux quatre coins de la Yougoslavie. La principale revendication du groupe Praxis et de la Nouvelle gauche étudiante était une profonde démocratisation de la société. Le modèle de réforme alternatif de l'opposition de gauche, prônant une « autogestion intégrale », visait à abolir le contrôle du parti et à développer une démocratie directe de producteurs. Contrairement aux libéraux, les objectifs de la Nouvelle gauche ne reposaient pas sur une « économie de marché socialiste » et un gain « d'efficacité » mais, conformément au « jeune Marx » et à des auteurs contemporains comme Herbert Marcuse, sur un changement des modalités de travail et un « dépassement de l'aliénation ». En 1967, le membre de Praxis, Svetozar Stojanovic', a écrit : « L'autogestion socialiste doit être conçue comme un système social intégré [...] embrassant toutes les catégories sociales » et administrant la société « dans son ensemble ». Stojanovic' revendiquait la « mise en place d'associations verticales de groupes d'autogestion, l'émergence d'organes représentatifs, la subordination de tous les organismes publics et de l'ensemble de la vie de la société au contrôle des organes représentatifs de la base ainsi qu'une démocratisation et

une adaptation poussées des organisations politiques (en particulier communistes) à un tel système » (la précision est de Svetozar Stojanovic’).

Dans la première moitié des années 1970, les conflits entre les « libéraux », les « conservateurs » et la Nouvelle gauche se sont achevés par une vague de répression. Au cours de la période suivante, le système d’autogestion des travailleurs a été inscrit dans la Constitution de 1974 en tant qu’hybride, ce qui a maintenu les contradictions internes. Comme l’a fait remarquer Laslo Sekelj, la Yougoslavie a montré une « intégration paradoxale » du concept léniniste de « parti d’avant-garde et hiérarchiquement organisé » dans un « système de “démocratie directe” et “d’égalitarisme anti-élite” » théorique, élaboré sur la base des idées des soviets communistes. Malgré le transfert nominal de pouvoir aux travailleurs, il ne saurait être question de démocratie de producteurs. Comme l’ont constaté des experts en étude du travail, les élites politiques et économiques liées au parti contrôlaient les processus décisionnels, tandis que les travailleurs restaient sans pouvoir. En résumé, la sociologue de Belgrade Nada Novakovic’, a indiqué qu’au vu de son « atomisation » sociale et politique, la classe ouvrière yougoslave avait toujours été une « classe en soi » et n’était jamais devenue une « classe pour soi ». De ce fait, elle n’avait pas été en mesure de développer une « conscience de classe dépassant ses intérêts communs ».

Malgré ce bilan extrêmement critique (compte tenu des revendications d’autogestion des travailleurs) de « l’expérience yougoslave », il est important de dire que, à la lumière d’aujourd’hui, les expériences de la Yougoslavie socialiste n’ont pas toutes été négatives. Même si aucune démocratie de producteurs n’est née sous le slogan de « l’autogestion des travailleurs », il s’agissait tout de même d’une société relativement ouverte. Surtout, des droits sociaux importants ont été instaurés au sein de la Yougoslavie socialiste. Le pays et la société ont réussi à passer d’un pays agraire secondaire à une nation industrielle relativement moderne. Ces réussites ont été en grande partie anéanties lors des guerres des années 1990. Il n’est donc pas surprenant d’apprendre que, selon des études actuelles, 81 % de la population pense que la vie sous le régime socialiste était meilleure qu’aujourd’hui. Dans les luttes syndicales actuelles contre la privatisation, les travailleurs des deux sexes ont une opinion positive de l’autogestion. Pour que les expériences historiques ambivalentes de la Yougoslavie soient utiles au débat actuel, nous avons besoin d’une discussion critique et différenciée. Malheureusement, les recherches empiriques en sont encore à leurs balbutiements.